

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'agriculture et du Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, modifié par les arrêtés royaux du 13 septembre 2003 et du 17 août 2007, le 4. est remplacé par ce qui suit :

« 4. 3 fonctions d'encadrement -2 à savoir le responsable de la fonction "Personnel et Organisation", le responsable de la fonction "Budget et Contrôle de la Gestion" et le responsable de la fonction "Technologie de l'Information et de la Communication". »

Art. 2. Le ministre qui a la sécurité de la chaîne alimentaire dans ses attributions et le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 september 2003 en 17 augustus 2007, wordt de bepaling onder 4. vervangen als volgt :

"4. 3 staffuncties -2, namelijk de verantwoordelijke van de functie "Personeel en Organisatie", de verantwoordelijke van de functie "Begroting en Beheerscontrole" en de verantwoordelijke van de functie "Informatie- en Communicatietechnologie"."

Art. 2. De minister bevoegd voor de veiligheid van de voedselketen en de minister bevoegd voor ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/42710]

1^{er} JUIN 2023. — Ordonnance adaptant la législation fiscale bruxelloise à la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses ainsi qu'à la loi du 28 avril 2022 portant le livre 5 « Les obligations » du Code civil et abrogeant l'article 48² du Code des droits de succession

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 2. Dans l'article 129, alinéa 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par la loi du 23 décembre 1958 et modifié par la loi du 12 juillet 1979 et par la loi du 15 juillet 1985, les mots « société en nom collectif ou en commandite simple, d'une société privée à responsabilité limitée ou d'une société agricole » sont remplacés par les mots « société en nom collectif, d'une société en commandite, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société coopérative ».

Art. 3. Dans l'article 130 du même Code, modifié par la loi du 14 mars 1962, les mots « société par actions, d'une société coopérative » sont remplacés par les mots « société anonyme, d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2023/42710]

1 JUNI 2023. — Ordonnantie tot aanpassing van de Brusselse fiscale wetgeving aan de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen alsook aan de wet van 28 april 2022 houdende boek 5 "Verbintenissen" van het Burgerlijk Wetboek en tot opheffing van artikel 48² van het Wetboek der successierechten

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 2. In artikel 129, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen bij de wet van 23 december 1958 en gewijzigd bij de wet van 12 juli 1979 en bij de wet van 15 juli 1985, worden de woorden "vennootschap onder gemeenschappelijke naam of bij wijze van eenvoudige geldschieting, van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of van een landbouwvennootschap" vervangen door de woorden "vennootschap onder firma, een commanditaire vennootschap, een besloten vennootschap of een coöperatieve vennootschap".

Art. 3. In artikel 130 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 maart 1962, worden de woorden "vennootschap op aandelen, een samenwerkende vennootschap" vervangen door de woorden "naamloze vennootschap, van een Europese vennootschap of van een Europese coöperatieve vennootschap".

Art. 4. À l'article 140/1 du même Code, inséré par l'ordonnance du 12 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « à condition que les actions de la société appartiennent, au moment de la donation, pour au moins 50 % en pleine propriété au donateur et à sa famille » sont remplacés par les mots « à condition que les actions de la société qui, au moment de la donation, appartiennent en pleine propriété au donateur et à sa famille représentent au moins 50 % des droits de vote dans cette société » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, les actions de la société qui, au moment de la donation, appartiennent en pleine propriété au donateur et à sa famille doivent représenter au moins 30 % des droits de vote dans cette société, si lui et sa famille répondent à l'une des conditions suivantes :

1° soit être, ensemble avec un autre actionnaire et sa famille, plein propriétaire des actions de la société représentant au moins 70 % des droits de vote dans cette société;

2° soit être, ensemble avec deux autres actionnaires et leur famille, plein propriétaire des actions de la société représentant au moins 90 % des droits de vote dans cette société. »;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2°, les modifications suivantes sont apportées :

i) dans la version néerlandaise de l'alinéa 1^{er}, le mot « *doel* » est remplacé par le mot « *voorwerp* »;

ii) dans l'alinéa 2, les mots « au moins 30 % des actions d'au moins une filiale directe qui répond à ces conditions et ayant son siège de direction effective dans l'un des États membres de l'Espace économique européen » sont remplacés par les mots « des actions d'au moins une filiale directe répondant à ces conditions et ayant son siège de direction effective dans l'un des États membres de l'Espace économique européen, et que ces actions représentent au moins 30 % des droits de vote dans cette filiale »;

b) dans le 3°, le point a. est remplacé par ce qui suit :

« a. chaque action ou part avec droit de vote qui, lorsque la société familiale est, soit une société anonyme, une société européenne ou une société coopérative européenne, soit une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue à la notion de capital, représente une partie du capital; »;

3° dans la version néerlandaise du paragraphe 3, le mot « *doel* » est remplacé par le mot « *voorwerp* »;

4° dans la version française du paragraphe 3, le mot « *but* » est remplacé par le mot « *objet* ».

Art. 5. § 1^{er}. À l'article 140/2, § 2, du même Code, inséré par l'ordonnance du 12 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la version française du 1°, les mots « de famille » sont remplacés par le mot « *familiale* »;

2° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° selon le cas :

a. lorsque la société familiale est, soit une société anonyme, une société européenne ou une société coopérative européenne, soit une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue : le capital ne diminue pas pendant trois ans à compter de la date de l'acte authentique de donation par des allocations ou des remboursements;

b. lorsque la société familiale a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue : les capitaux propres ne diminuent pas pendant trois ans à compter de la date de l'acte authentique de donation par des allocations ou des remboursements sous le montant des apports effectués à la date de l'acte authentique de donation, tel qu'il résulte des comptes annuels. ».

Art. 4. In artikel 140/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de ordonnantie van 12 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 2°, worden de woorden "op voorwaarde dat de aandelen van de vennootschap op het ogenblik van de schenking voor ten minste 50% in volle eigendom toebehoren aan de schenker en zijn familie" vervangen door de woorden "op voorwaarde dat de aandelen van de vennootschap die, op het ogenblik van de schenking, in volle eigendom toebehoren aan de schenker en zijn familie ten minste 50% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen";

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, 2°, moeten de aandelen van de vennootschap, die op het ogenblik van de schenking in volle eigendom toebehoren aan de schenker en zijn familie, minstens 30% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen, als hij en zijn familie aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

1° hetzij samen met één andere aandeelhouder en zijn familie volle eigenaar zijn van de aandelen van de vennootschap die minstens 70% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen;

2° hetzij samen met twee andere aandeelhouders en hun familie volle eigenaar zijn van de aandelen van de vennootschap die minstens 90% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen.";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i) in de Nederlandse versie van het eerste lid, wordt het woord "*doel*" vervangen door het woord "*voorwerp*";

ii) in het tweede lid worden de woorden "minstens 30% van de aandelen houdt van minstens één directe dochtervennootschap die aan die voorwaarde beantwoordt en die haar zetel van werkelijke leiding heeft in één van de Staten van de Europese Economische Ruimte" vervangen door de woorden "aandelen van minstens één directe dochtervennootschap houdt die aan die voorwaarden beantwoordt en die haar zetel van werkelijke leiding heeft in één van de Staten van de Europese Economische Ruimte, en dat deze aandelen minstens 30% van de stemrechten in die dochtervennootschap vertegenwoordigen";

b) in de bepaling onder 3°, wordt punt a. vervangen als volgt :

"a. elk aandeel met stemrecht dat, wanneer de familiale vennootschap een naamloze vennootschap, een Europese vennootschap of een Europese coöperatieve vennootschap is, dan wel een vennootschap met een andere rechtsvorm waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat haar beheerst voorziet in een gelijkaardig begrip met het begrip kapitaal, een deel van het kapitaal vertegenwoordigt";

3° in de Nederlandse versie van paragraaf 3 wordt het woord "*doel*" vervangen door het woord "*voorwerp*";

4° in de Franse versie van paragraaf 3 wordt het woord "*but*" vervangen door het woord "*objet*".

Art. 5. § 1. In artikel 140/2, § 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de ordonnantie van 12 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie van de bepaling onder 1° worden de woorden "de famille" vervangen door het woord "*familiale*";

2° de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

"3° naargelang het geval :

a. wanneer de familiale vennootschap een naamloze vennootschap, een Europese vennootschap of een Europese coöperatieve vennootschap is, dan wel een vennootschap met een andere rechtsvorm waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat haar beheerst voorziet in een gelijkaardig begrip: het kapitaal daalt niet gedurende drie jaar vanaf de datum van de authentieke akte van schenking door uitkeringen of terugbetalingen;

b. wanneer de familiale vennootschap een rechtsvorm heeft waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst niet voorziet in het begrip kapitaal of een gelijkaardig begrip: het eigen vermogen daalt niet gedurende drie jaar vanaf de datum van de authentieke akte van schenking door uitkeringen of terugbetalingen tot onder het bedrag van de tot op de datum van de authentieke akte van schenking verrichte inbrengen, zoals blijkt uit de jaarrekeningen.".

§ 2. À l'article 140/3, alinéa 1^{er}, 2^o, b., 2., du même Code, inséré par l'ordonnance du 12 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « droits de vote et » sont insérés entre les mots « soit le nombre d'actions et de » et les mots « la nature exacte de toutes les actions »;

2^o les mots « et de droits de vote » sont insérés entre les mots « la mention du nombre d'actions » et les mots « étant en possession ».

CHAPITRE 3. — Modifications au Code des droits de succession

Art. 6. L'article 48² du Code des droits de succession, modifié par l'ordonnance du 12 décembre 2016, est abrogé.

Art. 7. À l'article 60bis du même Code, remplacé par l'ordonnance du 12 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 48 et 48² » sont remplacés par les mots « à l'article 48 »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « à condition que les actions de la société appartiennent, au moment du décès, pour au moins 50 % en pleine propriété au défunt et à sa famille » sont remplacés par les mots « à condition que les actions de la société qui, au moment du décès, appartiennent en pleine propriété au défunt et à sa famille représentent au moins 50 % des droits de vote dans cette société »;

c) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les actions de la société qui, au moment du décès, appartiennent en pleine propriété au défunt et à sa famille représentent au moins 30 % des droits de vote dans cette société, si lui et sa famille répondent à l'une des conditions suivantes :

1^o soit être, ensemble avec un autre actionnaire et sa famille, plein propriétaire des actions de la société représentant au moins 70 % des droits de vote dans cette société;

2^o soit être, ensemble avec deux autres actionnaires et leur famille, plein propriétaire des actions de la société représentant au moins 90 % des droits de vote dans cette société. »;

2^o dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2^o, les modifications suivantes sont apportées :

i) dans la version néerlandaise de l'alinéa 1^{er}, 2^o, le mot « doel » est remplacé par le mot « voorwerp »;

ii) dans l'alinéa 2, les mots « au moins 30 % des actions d'au moins une filiale directe qui répond à ces conditions et ayant son siège de direction effective dans l'un des États membres de l'Espace économique européen » sont remplacés par les mots « des actions d'au moins une filiale directe répondant à ces conditions et ayant son siège de direction effective dans l'un des États membres de l'Espace économique européen, et que ces actions représentent au moins 30 % des droits de vote dans cette filiale »;

b) dans le 3^o, le point a) est remplacé par ce qui suit :

« a) chaque action ou part avec droit de vote qui, lorsque la société familiale est, soit une société anonyme, une société européenne ou une société coopérative européenne, soit une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue à la notion de capital, représente une partie du capital; »;

3^o dans la version néerlandaise du paragraphe 3, le mot « doel » est remplacé par le mot « voorwerp »;

4^o dans la version française du paragraphe 3, le mot « but » est remplacé par le mot « objet ».

Art. 8. À l'article 60bis/1, § 2, du même Code, inséré par l'ordonnance du 12 décembre 2016, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o selon le cas :

a) lorsque la société familiale est, soit une société anonyme, une société européenne ou une société coopérative européenne, soit une société ayant une autre forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui la régit prévoit une notion analogue : le capital ne diminue pas pendant trois ans à compter de la date du décès du défunt par des allocations ou des remboursements;

b) lorsque la société familiale a une forme juridique pour laquelle le droit belge ou étranger qui régit la société ne prévoit pas la notion de capital ou une notion analogue : les capitaux propres ne diminuent pas pendant trois ans à compter de la date de décès du défunt par des

§ 2. In artikel 140/3, eerste lid, 2^o, b., 2., van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de ordonnantie van 12 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden “en stemrechten” worden ingevoegd tussen de woorden “hetzij het aantal aandelen” en de woorden “en de precieze aard”;

2^o de woorden “en stemrechten” worden ingevoegd tussen de woorden “de vermelding van het aantal aandelen” en de woorden “dat in het bezit was”.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen aan het Wetboek der successierechten

Art. 6. Artikel 48² van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij de ordonnantie van 12 december 2016, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 60bis van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de ordonnantie van 12 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende zin van het eerste lid worden de woorden “de artikelen 48 en 48²” vervangen door de woorden “artikel 48”;

b) in het eerste lid, 2^o, worden de woorden “op voorwaarde dat de aandelen van de vennootschap op het ogenblik van het overlijden voor ten minste 50% in volle eigendom toebehoren aan de erflater en zijn familie” vervangen door de woorden “op voorwaarde dat de aandelen van de vennootschap die op het ogenblik van het overlijden in volle eigendom toebehoren aan de erflater en zijn familie ten minste 50% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen”;

c) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, 2^o, vertegenwoordigen de aandelen van de vennootschap die op het ogenblik van het overlijden in volle eigendom toebehoren aan de erflater en zijn familie minstens 30% van de stemrechten in die vennootschap, als hij en zijn familie aan een van de volgende voorwaarden voldoen :

1^o ofwel samen met één andere aandeelhouder en zijn familie volle eigenaar zijn van de aandelen van de vennootschap die minstens 70% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen;

2^o ofwel samen met twee andere aandeelhouders en hun familie volle eigenaar zijn van de aandelen van de vennootschap die minstens 90% van de stemrechten in die vennootschap vertegenwoordigen.”;

2^o in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 2^o worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i) in de Nederlandse versie van het eerste lid, 2^o, wordt het woord “doel” vervangen door het woord “voorwerp”;

ii) in het tweede lid worden de woorden “minstens 30% van de aandelen houdt van minstens één directe dochtervennootschap die aan die voorwaarden beantwoordt en die haar zetel van werkelijke leiding heeft in een van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte” vervangen door de woorden “aandelen van minstens één directe dochtervennootschap houdt die aan die voorwaarden beantwoordt en die haar zetel van werkelijke leiding heeft in één van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte, en dat deze aandelen minstens 30% van de stemrechten in die dochtervennootschap vertegenwoordigen”;

b) in de bepaling onder 3^o wordt punt a) vervangen als volgt :

“a) elk aandeel met stemrecht dat, wanneer de familiale vennootschap een naamloze vennootschap, een Europese vennootschap of een Europese coöperatieve vennootschap is, dan wel een vennootschap met een andere rechtsvorm waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat haar beheerst voorziet in een gelijkaardig begrip met het begrip kapitaal, een deel van het kapitaal vertegenwoordigt.”;

3^o in de Nederlandse versie van paragraaf 3 wordt het woord “doel” vervangen door het woord “voorwerp”;

4^o in de Franse versie van paragraaf 3 wordt het woord “but” vervangen door het woord “objet”.

Art. 8. In artikel 60bis/1, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de ordonnantie van 12 december 2016, wordt de bepaling onder 3^o vervangen als volgt :

“3^o naargelang het geval :

a) wanneer de familiale vennootschap een naamloze vennootschap, een Europese vennootschap of een Europese coöperatieve vennootschap is, dan wel een vennootschap met een andere rechtsvorm waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat haar beheerst voorziet in een gelijkaardig begrip: het kapitaal daalt niet gedurende drie jaar vanaf de datum van het overlijden van de erflater door uitkeringen of terugbetalingen;

b) wanneer de familiale vennootschap een rechtsvorm heeft waarvoor het Belgische of buitenlandse recht dat de vennootschap beheerst niet voorziet in het begrip kapitaal of een gelijkaardig begrip: het eigen vermogen daalt niet gedurende drie jaar vanaf de datum van het

allocations ou des remboursements sous le montant des apports effectués à la date de décès du défunt, tel qu'il résulte des comptes annuels; ».

Art. 9. Dans les articles 60bis/2 et 60bis/3 du même Code, insérés par l'ordonnance du 12 décembre 2016 et modifiés par l'ordonnance du 1^{er} mars 2018, les mots « aux articles 48 et 48² » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'article 48 ».

Art. 10. Dans l'article 66ter du même Code, remplacé par l'ordonnance du 20 décembre 2002, les mots « des tarifs progressifs des articles 48 et 48² » sont remplacés par les mots « du tarif progressif de l'article 48 ».

CHAPITRE 4. — *Modification au Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 11. Dans l'article 253, § 1^{er}, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par l'ordonnance du 23 novembre 2017, les mots « les sociétés commerciales, à l'exception des sociétés à finalité sociale » sont remplacés par les mots « les sociétés, à l'exception des sociétés coopératives agréées comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 5. — *Modifications à l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale*

Art. 12. Dans l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, les mots « 671 à 677 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « 12:2 à 12:8 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 13. Dans l'article 29, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « des articles 673 à 675 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « du Chapitre 3 du Titre 2 du Livre 12 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 14. Dans l'article 130, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « livre III, titre III, chapitre V, section IV, » sont remplacés par les mots « livre 5, titre 3, sous-titre 8, chapitre 4, ».

CHAPITRE 6 — *Entrée en vigueur et dispositions transitoires*

Art. 15. Les articles 2, 3, 4, 1^o à 3^o, 5, § 1^{er}, 2^o, 7, 1^o, b) et c), 2^o et 3^o, 8 et 11 à 13 produisent leurs effets le 1^{er} mai 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les modifications apportées par les articles 2 et 3 aux articles 129 et 130 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne la société coopérative entrent en vigueur le jour de la publication de la présente ordonnance au *Moniteur belge*.

L'article 14 produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 16. Par dérogation à l'article 15, alinéa 1^{er}, pour les sociétés, à l'exception des sociétés agricoles, dont la constitution est antérieure à l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations conformément à l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, les articles 2 et 3 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2020. Pour les sociétés agricoles dont la constitution est antérieure à l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations conformément à l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'article 2 produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la société, à l'exception de la société agricole, constituée antérieurement au 1^{er} mai 2019 a décidé, conformément à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, d'appliquer les dispositions dudit Code avant le 1^{er} janvier 2020, les articles 2 et 3 sont d'application aux acquisitions constatées par acte authentique à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision. Lorsque la société constituée antérieurement au 1^{er} mai 2019 est une société agricole qui s'est transformée avant le 1^{er} janvier 2024 conformément à l'article 41, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'article 2 est d'application aux acquisitions constatées par acte authentique à partir du jour de la publication de l'acte authentique de transformation.

overlijden van de erflater door uitkeringen of terugbetalingen tot onder het bedrag van de tot op de datum van overlijden van de erflater verrichte inbrengen, zoals blijkt uit de jaarrekeningen;”.

Art. 9. In de artikelen 60bis/2 en 60bis/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de ordonnantie van 12 december 2016 en gewijzigd bij de ordonnantie van 1 maart 2018, worden de woorden “artikelen 48 en 48²” telkens vervangen door de woorden “artikel 48”.

Art. 10. In artikel 66ter van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de ordonnantie van 20 december 2002, worden de woorden “de progressieve tarieven van de artikelen 48 en 48²” vervangen door de woorden “het progressieve tarief van artikel 48”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging aan het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992*

Art. 11. In artikel 253, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de ordonnantie van 23 november 2017, worden de woorden “handelsvennootschappen, met uitzondering van de vennootschappen met een sociaal oogmerk” vervangen door de woorden “vennootschappen, met uitzondering van de coöperatieve vennootschappen erkend als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen aan de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure*

Art. 12. In artikel 7, § 1, derde lid, van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, worden de woorden “671 tot en met 677 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “12:2 tot en met 12:8 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 13. In artikel 29, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden “artikel 673 tot en met 675 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Hoofdstuk 3 van Titel 2 van Boek 12 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 14. In artikel 130, eerste lid, van dezelfde ordonnantie worden de woorden “boek III, titel III, hoofdstuk V, afdeling IV,” vervangen door de woorden “boek 5, titel 3, ondertitel 8, hoofdstuk 4”.

HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding en overgangsbepalingen*

Art. 15. Artikelen 2, 3, 4, 1^o tot en met 3^o, 5, § 1, 2^o, 7, 1^o, b) en c), 2^o en 3^o, 8 en 11 tot en met 13 hebben uitwerking met ingang van 1 mei 2019.

In afwijking van het eerste lid, treden de wijzigingen aangebracht door de artikelen 2 en 3 aan de artikelen 129 en 130 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten voor wat betreft de coöperatieve vennootschap, in werking de dag van de bekendmaking van deze ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 14 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Art. 16. In afwijking van artikel 15, eerste lid, voor de vennootschappen, met uitzondering van de landbouwvennootschappen, waarvan de oprichting voorafgaat aan de inwerkingtreding van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen overeenkomstig artikel 38, eerste lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, hebben artikelen 2 en 3 uitwerking met ingang van 1 januari 2020. Voor de landbouwvennootschappen waarvan de oprichting voorafgaat aan de inwerkingtreding van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen overeenkomstig artikel 38, eerste lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen heeft artikel 2 uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de vennootschap, met uitzondering van de landbouwvennootschap, opgericht vóór 1 mei 2019, heeft besloten, overeenkomstig artikel 39, § 1, tweede lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, om de bepalingen van voornoemd Wetboek toe te passen vóór 1 januari 2020, zijn artikelen 2 en 3 van toepassing voor de verkrijgingen vastgesteld door authentieke akte vanaf de dag van publicatie van de wijziging van de statuten die deze beslissing bekrachtigt. Wanneer de vennootschap een landbouwvennootschap is opgericht vóór 1 mei 2019 die zich vóór 1 januari 2024 heeft omgezet overeenkomstig artikel 41, § 4, eerste lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen is artikel 2 van toepassing voor de verkrijgingen vastgesteld door authentieke akte vanaf de dag van publicatie van de authentieke akte van omzetting.

Art. 17. Par dérogation à l'article 15, alinéa 1^{er}, pour les sociétés dont la constitution est antérieure à l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations conformément à l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, les articles 4, 1^o et 2^o, a), ii), et b), 5, § 1^{er}, 2^o, 7, 1^o, b) et c), 2^o, a), ii), et b), et 8 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la société constituée antérieurement au 1^{er} mai 2019, dont les actions sont données, a décidé, conformément à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, d'appliquer les dispositions dudit Code avant le 1^{er} janvier 2020, l'article 4, 1^o et 2^o, a), ii), et b), est d'application aux donations constatées par acte authentique à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision. L'article 5, § 1^{er}, 2^o, est d'application à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la société constituée antérieurement au 1^{er} mai 2019, dont les actions sont acquises par succession, a décidé, conformément à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, d'appliquer les dispositions dudit Code avant le 1^{er} janvier 2020, l'article 7, 1^o, b) et c), 2^o, a), ii), et b), est d'application aux successions ouvertes à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision. L'article 8 est d'application à partir du jour de la publication de la modification des statuts entérinant cette décision.

Art. 18. Par dérogation à l'article 15, alinéa 1^{er}, pour les sociétés à finalité sociale dont la constitution est antérieure à l'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations conformément à l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, l'article 11 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la société à finalité sociale constituée antérieurement au 1^{er} mai 2019 s'est transformée avant le 1^{er} janvier 2024, en application de l'article 42, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, en société coopérative, l'article 11 est d'application à partir du jour de la publication de l'acte authentique de transformation.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1 juin 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

Note

Documents du Parlement :
Session ordinaire 2022-2023
A-678/1 Projet d'ordonnance
A-678/2 Rapport
Compte rendu intégral :
Discussion et adoption : séance du mercredi 17 mai 2023

Art. 17. In afwijking van artikel 15, eerste lid, voor de vennootschappen waarvan de oprichting voorafgaat aan de inwerkingtreding van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen overeenkomstig artikel 38, eerste lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, hebben de artikelen 4, 1^o en 2^o, a), ii) en b), 5, § 1, 2^o, 7, 1^o, b) en c), 2^o, a), ii), en b), en 8 uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de vennootschap, opgericht vóór 1 mei 2019, heeft besloten, overeenkomstig artikel 39, § 1, tweede lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, om de bepalingen van voornoemd Wetboek toe te passen vóór 1 januari 2020, is artikel 4, 1^o en 2^o, a), ii) en b), van toepassing op de schenkingen vastgesteld door authentieke akte vanaf de dag van publicatie van de wijziging van de statuten die deze beslissing bekrachtigt. Artikel 5, § 1, 2^o, is van toepassing vanaf de dag van publicatie van de wijziging van de statuten die deze beslissing bekrachtigt.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de vennootschap, opgericht vóór 1 mei 2019, waarvan de aandelen werden verkregen door erfopvolging, heeft besloten, overeenkomstig artikel 39, § 1, tweede lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, om de bepalingen van voornoemd Wetboek toe te passen vóór 1 januari 2020, is artikel 7, 1^o, b) en c), 2^o, a), ii), en b), van toepassing op de opgevallende nalatenschappen vanaf de dag van publicatie van de wijziging van de statuten die deze beslissing bekrachtigt. Artikel 8 is van toepassing vanaf de dag van publicatie van de wijziging van de statuten die deze beslissing bekrachtigt.

Art. 18. In afwijking van artikel 15, eerste lid, voor de vennootschappen met een sociaal oogmerk waarvan de oprichting voorafgaat aan de inwerkingtreding van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen overeenkomstig artikel 38, eerste lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, treedt artikel 11 in werking op 1 januari 2024.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de vennootschap met een sociaal oogmerk, opgericht vóór 1 mei 2019, zich, overeenkomstig artikel 42, § 4, eerste lid, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, vóór 1 januari 2024 heeft omgezet in een coöperatieve vennootschap, is artikel 11 van toepassing vanaf de dag van publicatie van de authentieke akte van omzetting.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juni 2023.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

Nota

Documenten van het Parlement :
Gewone zitting 2022-2023
A-678/1 Ontwerp van ordonnantie
A-678/2 Verslag
Integraal verslag :
Bespreking en aanneming : vergadering van woensdag 17 mei 2023